

WIDE ANGLE

«L'ARGENT VIENDRA AVEC LA PAIX»: CONFLITS ET CORRUPTION À GOMA, À L'EST DU CONGO (RDC)



L'OSSERVATORIO

Associazione Nazionale
Vittime Civili di Guerra
ONLUS

RESEARCH CENTRE
ON CIVILIAN VICTIMS
OF CONFLICTS



Auteur: **Anna Hedlund**, Chargée de recherche Marie Curie research fellow à l'Institut Danois Contre la Torture (DIGNITY)

Traducteur: **Fanny Fellay** (UN online volunteer)

Graphiste: **Vilmar Luiz** (UN online volunteer)

Photo de couverture: Le tshukudu, la trottinette congolaise qui peut tout à Goma

Copyright © 2017

L'Osservatorio - Centre de recherche sur les victimes civiles des conflits

Via Marche, 54

00187 Rome - Italie

Pour de plus amples informations ou pour tout commentaire, veuillez contacter:

 [**@OsservatorioOrg**](https://twitter.com/OsservatorioOrg)

 [**losservatorio.org**](https://www.facebook.com/losservatorio.org)

 [**info@losservatorio.org**](mailto:info@losservatorio.org)

Ce document de recherche est une publication indépendante commandée par L'Osservatorio. L'analyse, les conclusions et les recommandations exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement la position officielle de L'Osservatorio. Le contenu textuel peut être librement reproduit avec citation et/ou mention en bonne et due forme de l'auteur et de l'éditeur.

Dans l'est du Congo (RDC), des millions de civils rencontrent des difficultés économiques et souffrent de pauvreté, conséquence d'années de guerre et de violence. Un des problèmes essentiels que rencontrent les gens au quotidien est le manque d'argent et de débouchés professionnels. Pour de nombreux petits commerçants, vendeurs ambulants et entrepreneurs au Congo, la corruption constitue un problème majeur qui pèse sur leur croissance et leur stabilité économique et celles de leur famille. De nombreux entrepreneurs sont confrontés à la même situation : plus de la moitié de leur revenu finit dans les poches de représentants du gouvernement tels que des membres de la police, de l'armée ou des fonctionnaires. S'ils ne paient pas, ils courent le risque de subir des actes de violence. À quoi ressemble une journée de travail pour ces commerçants et entrepreneurs ? À quels problèmes sont-ils confrontés ? Comment les vendeurs de légumes sur le marché local vivent-ils la situation et à quels problèmes doivent-ils faire face ? Ce reportage photo présente les témoignages de vendeurs ambulants et d'hommes d'affaire locaux à Goma, la capitale du Nord Kivu, avec pour objectif d'attirer l'attention sur l'effet des conflits et de la corruption sur les gens au quotidien.

Mots clefs: République démocratique du Congo, Corruption, Guerre, Argent, Violence, Conflit

Index

Introduction	5
Goma : un passé marqué par la guerre	5
Défis et débouchés	6
Corruption et violence	6

Introduction

Pendant plus d'une décennie, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) a subi guerre et violences. Plus de quatre millions de personnes ont péri des conséquences directes ou indirectes de la guerre, telles que la pauvreté, la malnutrition et le manque de soins. La crise a contraint des millions de personnes à quitter leur foyer et, selon le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Congo est l'un des pays qui dénombre actuellement le plus de personnes fuyant les conflits et il compte davantage de personnes déplacées que n'importe quel autre pays. Des années de conflits ont laissé un pays en proie à une crise politique, ancré dans la pauvreté et miné par une corruption généralisée. La RDC est actuellement l'un des pays les plus corrompus au monde, avec un système de kleptocratie plus ou moins institutionnalisé, établi initialement par les colons belges, puis par l'ancien régime de Mobutu et aujourd'hui par l'actuel président Joseph Kabila.

Goma : un passé marqué par la guerre

En 2016, je me trouvais à Goma, chef-lieu de la province du Nord Kivu, pour réaliser une étude sur la relation entre la violence et la corruption, dans le cadre d'un projet plus important intitulé « *Violent Exchange* » mené par l'Institut Danois Contre la Torture (DIGNITY) à Copenhague, au Danemark¹. Parallèlement à mes recherches, j'ai mené un projet photo portant sur les petits commerçants et entrepreneurs et les vendeurs sur les marchés afin de déterminer comment les gens gagnaient leur vie au quotidien et comment ils vivaient le conflit, la corruption et la pauvreté. J'ai recueilli leurs réponses sous forme d'histoires, témoignages et interviews et étudié la nature du lien entre corruption et violence.

Le projet photo a été mené à Goma, une ville qui a joué un rôle déterminant dans l'histoire du Congo. Située sur la rive nord du Lac Kivu, près de la ville de Gisenyi au Rwanda, Goma est une ville frontalière relativement petite qui compte environ un million d'habitants. Durant le conflit, elle a fait office de pôle politique, économique et administratif, ainsi que de centre pour la crise des réfugiés à la suite du génocide rwandais en 1994, lorsque plus d'un million de réfugiés rwandais ont traversé la frontière pour entrer au Congo, fuyant la violence de masse et les atrocités. Peu après la crise des réfugiés, une grave épidémie de choléra s'est déclarée dans le camp de réfugiés et aux alentours, entraînant des milliers de victimes supplémentaires. L'histoire récente de Goma est toujours marquée par la violence. Durant la première guerre du Congo (1996-1997), alors que Kabila renversait le régime de Mobutu et durant la seconde guerre du Congo (1998-2003), qui a fait des millions de victimes, Goma a continué à jouer un rôle politique et économique. En 2012, un mouvement rebelle, le M23, a pris le contrôle de Goma et contraint à nouveau des dizaines de milliers de civils à fuir la région. Le climat politique demeure tendu. En 2016, des manifestants se sont rassemblés pour protester contre le report des élections, qu'ils considèrent comme une tentative du président Joseph Kaba de s'accrocher au pouvoir. Suite aux événements politiques et dans un contexte de violence, les arrestations d'activistes des droits de l'homme et de journalistes opposés au gouvernement se poursuivent et la liberté d'expression est quasi inexistante.

¹ <https://dignityinstitute.org/home/>

Défis et débouchés

Aujourd'hui, malgré les tensions politiques et un climat général marqué par l'incertitude, le contexte sécuritaire de Goma est relativement stable. La ville est toujours un épice centre économique attrayant dans la région du Nord Kivu. Des gens provenant de toute la RDC y affluent à la recherche de débouchés, pour fuir la violence dans les périphéries, avec l'espoir d'accéder à l'éducation, de trouver un emploi et pour s'assurer un meilleur avenir. De plus, du fait d'années de guerre et d'instabilité, la capitale de la province du Nord Kivu est dotée d'une forte présence internationale. Les emplois liés au secteur de l'aide humanitaire, à l'industrie extractive, ainsi que les activités liées aux infrastructures et les possibilités d'investissement attirent des gens du monde entier. L'afflux massif d'hommes d'affaires internationaux, d'ONG, d'agents de maintien de la paix et d'agences des Nations Unies ont stimulé l'économie et fait grimper les prix de l'immobilier et des denrées alimentaires, engendrant d'importantes pressions financières pour les populations déjà pauvres ou disposant de ressources limitées. Dans toute la ville, des investisseurs construisent de nouvelles villas de style colonial et les louent aux plus aisés, une situation à l'origine du profond fossé séparant les riches des pauvres.

Corruption et violence

La corruption entrave fortement le développement et la stabilité de tout pays. Dans de nombreux pays, il existe un lien évident entre violence ou menace de violence et corruption. Au Congo, la corruption est une des causes majeures des cycles de pauvreté, les gens ne se sentent pas soutenus par l'État et on constate un manque de confiance dans le gouvernement. Des groupes ont utilisé la corruption et l'absence de bonne gouvernance pour recruter de nouveaux membres, entraînant une intensification de la violence dans les provinces du Kivu.

À Goma comme ailleurs au Congo, la corruption, visible à tous les niveaux de la société, est un problème majeur, en particulier pour les plus pauvres et les plus vulnérables. Par exemple, une vendeuse de légumes sur un marché local gagne à peine quelques dollars par jour, dont la moitié sert à payer des taxes illégales à des représentants officiels et semi-officiels du gouvernement (p.ex. : la police, l'armée et les contrôleurs aux frontières) ou au propriétaire du marché. « Rien n'est gratuit à Goma » est une phrase courante qu'utilisent les vendeurs ambulants pour signifier que le faible revenu qu'ils gagnent ira alimenter les pots-de-vin. Les personnes que j'ai pu interroger désignaient généralement « la mauvaise gouvernance », le manque d'argent et la guerre comme causes principales de la pauvreté ; ils affirmaient généralement : « seule la paix peut faire venir l'argent ». La corruption constitue une menace majeure dans le quotidien des gens et ceux qui ne paient pas de pots-de-vin ou de taxes illégales sont exposés à l'humiliation et à la violence. Les gens affirment également qu'éradiquer la corruption aux niveaux national et local dans la société tout en construisant des communautés résilientes ne mettra pas fin à la guerre mais sera une étape de plus vers la construction de la paix au Congo.

(Le projet photo a été financé par la bourse « Micro Media Grant », octroyée par l'association « Marie Curie Alumni Association »).

“*Mon activité consiste uniquement à vendre des légumes. Je ne gagne pas beaucoup mais je peux payer les frais de scolarité pour mes trois enfants. Mon problème, ce sont les percepteurs d’impôts. Les autorités fiscales de Goma viennent sur le marché et réclament de l’argent. Ils réclament un impôt de 6 dollars par mois et une taxe de 1 dollar pour les ordures. Ils empochent l’argent. Si nous ne payons pas, nous sommes chassés. Nous sommes obligés de payer.*”



“ J’ai 23 ans. J’ai un diplôme et une spécialisation. Je vends de la viande sur le marché parce qu’il n’y pas d’emploi à Goma. Je gagne environ 3 500 francs congolais par jour (un peu plus que deux dollars). Il n’y a pas de croissance économique à Goma à cause de la guerre. L’argent viendra avec la paix.”



“ Nous avons pour responsabilité de maintenir la sécurité sur le marché. Des bagarres éclatent parfois à cause de la concurrence. Par exemple, si deux personnes vendent les mêmes fruits et qu’il n’y a pas suffisamment d’acheteurs, un conflit peut émerger. Parfois, des vendeurs sans permis essaient d’entrer sur le marché.”



“ Je traverse tous les jours la frontière du Rwanda. Les affaires marchent mieux à Goma. Je vends des tomates. Je gagne 1 000 francs congolais par jour (moins d’un dollar). Je ne peux pas me permettre de louer un emplacement sur le marché. Le gouvernement devrait faire quelque chose pour nous encourager, nous soutenir.”



“ Nous devons payer une location pour occuper un emplacement dans la rue. C’est une rue privée et ils viennent nous demander de l’argent, peut-être une fois par semaine ou une fois par mois. Si je paie une location ? Payer avec quoi ?”



“Le problème ce n’est pas notre entreprise ; le problème c’est l’électricité. Les affaires marchent bien mais, comme vous pouvez le voir, nous utilisons principalement des générateurs et le carburant coûte très cher. Le gouvernement ne nous aide pas.”



“Les bons jours, j’ai environ 50 clients. J’ai emprunté de l’argent pour acheter ma moto et c’était un bon investissement. Certains louent des motos à d’autres personnes, mais ils ne gagnent pas beaucoup d’argent. Je dois payer beaucoup de taxes pour la plaque d’immatriculation, la route, le trafic, etc.”



“ Dans mon commerce, je rencontre beaucoup de difficultés avec la sécurité. Je suis dans l’industrie du bois. Je dois me rendre très loin pour aller chercher mes matériaux à Masisi, à Walikale et dans d’autres régions où il y a beaucoup de groupes rebelles. Mes chauffeurs ne sont pas en sécurité. Ils craignent les kidnappeurs et la violence. Sur le trajet, nous devons verser énormément de pots-de-vin ; il y a beaucoup de barrages routiers et de taxes illégales.



“*Mon magasin est situé dans une rue très dangereuse. De nombreux gangs vivent ici, dans cette rue, et ils consomment de la drogue. Ils avaient l’habitude de venir dans mon magasin et de voler des petites choses ; je ne me sentais pas en sécurité. J’ai développé ma propre stratégie : je leur donne un petit quelque chose, un peu d’argent ou de la nourriture. Maintenant, ils protègent mon magasin. Ils assurent ma sécurité.*”



“ Nous produisons de la farine. Nous sommes dans un marché public sans réglementation. Selon une rumeur, le marché va être déplacé ; nous avons peur de perdre notre commerce. Les percepteurs d’impôt viennent quand bon leur semble pour collecter de l’argent. Il n’y a aucune règle.”





L'OSSERVATORIO



Associazione Nazionale
Vittime Civili di Guerra
ONLUS

RESEARCH CENTRE
ON CIVILIAN VICTIMS
OF CONFLICTS

 [**@OsservatorioOrg**](https://twitter.com/OsservatorioOrg)

 [**losservatorio.org**](https://www.facebook.com/losservatorio.org)

 [**info@losservatorio.org**](mailto:info@losservatorio.org)